

# La mendicité, un autre facteur de dysfonctionnement de l'administration mauritanienne

Si dans les pays avancés, l'administration publique est un puissant levier de développement économique et social dont la finalité est, entre autres, de servir les intérêts des citoyens et de faciliter le fonctionnement optimum des institutions socio-économiques et politico-culturelles de la nation, en Mauritanie, elle tend, au contraire, à constituer, en raison de son immobilisme et de sa non performance, un handicap qui entrave l'évolution du pays et un facteur qui favorise sa stagnation et pérennise son sous-développement.

Le dysfonctionnement de l'administration Mauritanienne et sa contre-performance avérés ont souvent été attribués à l'incompétence due au manque de qualifications techniques et professionnelles de la majeure partie du personnel d'encadrement se trouvant au niveau de différents paliers de l'appareil administratif, au laxisme, au manque de motivation, à l'absentéisme et à l'incivisme de la majorité des agents de l'administration, voire de la population en général.

Si ces causes sont réelles, elles ne constituent pas pour autant les seules raisons qui se trouvent à la base de la situation préoccupante qui caractérise notre administration. Il y a en effet un autre facteur tout aussi pernicieux que ceux déjà cités, à savoir le phénomène de mendicité généralisée qui est en passe de devenir un trait distinctif des mœurs nationales.

En effet, cette pratique réellement dérangeante est maintenant répandue au niveau de toutes les structures administratives nationales. Si elle n'est pas encore très voyante au niveau des cadres supérieurs, elle est par contre on ne peut plus flagrante au niveau du personnel subalterne (planton, commis, secrétaires, agents des forces de l'ordre etc.). Cette catégorie de personnel a développé une habitude devenue tenace: accoster les usagers de l'administration et les interpellier en vue de faire la manche auprès d'eux ou de les rançonner pour les menus services qu'ils peuvent leur vendre, ou en contrepartie des nuisances qu'ils s'abstiennent de leur causer...! Cette catégorie d'employés est la bête noire des usagers de l'administration. Il faut toutefois se hâter de préciser que bon nombre de ces usagers qui hantent les couloirs des administrations ne sont pas toujours, loin s'en faut, des prestataires de services normaux, cherchant uniquement à résoudre des problèmes ordinaires. En fait, ils sont eux aussi le plus souvent des quémandeurs de différents types et de divers calibres. Cela varie en effet des femmes de petite vertu aux hommes d'affaires plus ou moins mafieux en passant par les élus, les notables, les chefs spirituels etc... Tout ce beau monde part souvent à l'assaut des responsables politico-

administratifs, pour les assiéger et les harceler aux fins de bénéficier de passe-droits, de faveurs illicites, d'acquisitions plus ou moins légales, d'usurpation de biens sociaux etc. A cet effet, le charme, le chantage explicite ou implicite, le trafic d'influence, les pressions politiques, sociales et autres sont largement utilisés.

Alors se sentant bousculés, traqués, assiégés et harcelés de toutes parts, les décideurs politico-administratifs se barricadent dans des bureaux hermétiquement fermés et hyper gardés. Ils décrocheront leurs téléphones fixes, dont ils changent d'ailleurs les numéros à intervalles réguliers, ils mettent leurs portables sur répondeurs. Ils fuient leurs foyers pour chercher refuge dans des "gazras" lointaines.

Ils entrent ainsi dans une semi-clandestinité, et deviennent injoignables, introuvables et donc très difficilement accessibles pour le public qu'ils sont censés servir, et qui a besoin d'eux.

Ceci, fait naître des sentiments de frustration et d'indignation chez les prestataires de services nationaux -qui existent quand même- dont le mécontentement conduit à une profonde désaffection pour ces responsables fuyards et à un manque de confiance dans l'administration, voire à un rejet de toutes les institutions nationales.

Cette mendicité déferlante et l'action néfaste de ceux qui la mènent désorganisent le fonctionnement de l'administration, devient un espace de marchandage, de trafic d'influence, de clientélisme, d'abus de pouvoir, de corruption et d'injustice; toutes choses qui favorisent la prévarication économique et la déliquescence sociale, et perpétuent le sous-développement.

Mais cette mendicité pernicieuse, à quoi est-elle due? Qu'est-ce qui l'explique et la favorise? Est-elle la cause du dysfonctionnement de notre administration ou n'est-elle somme toute, que l'un de ses effets?

En réalité, la propension à parasiter, à squatter, à chercher le gain facile d'une part et la mentalité d'éternel assisté d'autre part, sont des traits psychologiques constitutifs de nos mœurs sociales; de plus, l'indiscipline caractéristique de la vie bédouine, l'esprit réfractaire aux règles, aux normes et aux codes qui est le nôtre, la course effrénée à l'enrichissement rapide exacerbée par la société de consommation qui se met en place dans le pays et enfin l'attribution des responsabilités politico-administratives aux individus sans qualifications techniques ni compétences professionnelles ni qualités éthiques susceptibles de leur dicter le savoir faire professionnel idoine et la rectitude morale requises, sont autant de facteurs qui favorisent ce fléau social calamiteux,

lequel fléau accentue à son tour la dégradation de l'administration dont l'efficacité et l'opérationnalité s'exodent au fil du temps.

## Comment remédier à ce phénomène pervers?

Cette pratique qui prend racine, comme on l'a vu, dans nos mœurs et qui est exacerbée par la pauvreté et la quête effrénée de gain facile, est très difficile à éradiquer. Il est cependant possible de la réduire et de la faire reculer progressivement. A cet effet, il faut absolument qu'elle puisse être perçue non pas comme une activité lucrative normale, mais comme un exercice avilissant et indigne, une activité vulgaire et méprisable qui porte atteinte à l'honneur, et entache la réputation.

Pour provoquer une prise de

conscience pareille, il est nécessaire que les mass médias nationaux soient mis à contribution pour dénoncer et fustiger à travers des campagnes de sensibilisation soutenue, cette pratique qui a pour corollaires: l'interventionnisme, le favoritisme, le claudisme et toutes les autres formes de discrimination et d'ostracisme.

Il faut aussi prendre toutes les dispositions nécessaires pour contrer cette pratique et mettre fin à ce comportement. Pour ce faire, il y a lieu de suivre de près et de contrôler autant que faire se peut, le bon fonctionnement des rouages de l'administration et la régularité du comportement tant des prestataires de services que des opérateurs administratifs, et ce, à travers un monitoring systématique du déroulement des activités de cette administration et à travers l'incitation des citoyens à s'en tenir aux règles du

civisme et à dénoncer publiquement toutes entorses nuisibles à leurs droits. Ils doivent pouvoir prendre pleinement conscience que, tout compte fait, la raison d'être de l'administration est de servir leurs intérêts sans discrimination aucune, et de distribuer la justice entre eux et non d'instaurer le non-droit, de susciter la frustration, la discorde et la grogne.

Ils doivent enfin comprendre et bien intérioriser que l'administration a également pour mission fondamentale de renforcer la crédibilité des institutions du pays, de contribuer à mettre en confiance ses partenaires au développement et de faciliter son avancement au plan économique, social et culturel. Tels doivent être son rôle, sa fonction et sa vocation.

Pr. MOHAMED LEMINE  
OULD EL KETTAB